

Combien valent nos données ?

Dans la vague du scandale Cambridge Analytica, la question de la valeur des données numériques s'est trouvée au centre de l'attention publique, y compris en Afrique. Non que la question soit nouvelle, mais l'ampleur des usages qui en découlent n'avait jamais été pleinement prise en compte. Les données numériques ont une valeur marchande certaine, mais au-delà de l'argent, elles ont une valeur d'usage qui représente un enjeu de premier plan pour les entreprises comme pour les acteurs publics. La compréhension qu'elles offrent des comportements individuels et collectifs, permet d'optimiser les services publics, d'identifier des problèmes chroniques et d'anticiper de futurs besoins.

L'Afrique comptait plus de 350 millions d'internautes début 2017, soit un taux de pénétration d'environ 30%. C'est beaucoup, même si cela reste insuffisant pour provoquer immédiatement une révolution numérique fondée sur la collecte des données des Africains. Cependant, la tendance à court-moyen terme est inéluctable. De plus, les réseaux sociaux permettent déjà aux différentes composantes du « bas de la pyramide » d'avoir une existence numérique et, partant, quasi-officielle. Les réseaux sociaux leur offrent aussi une meilleure représentation et proposent de nouveaux outils pour travailler ou commercialiser des biens et services en ligne. Tout un pan de l'économie s'ouvre avec l'enrôlement de ces populations non bancarisées dans des systèmes de paiement mobile.

Avec le développement d'une intelligence artificielle performante aujourd'hui capable de faire des analyses prédictives, les données générées par nos activités deviennent une mine d'or. Que l'on songe par exemple à l'énergie : il existe des compteurs off-grid intelligents capables de communiquer les données de consommation à distance et d'aider les clients à l'optimiser. Dans le cadre urbain, l'utilisation des données permettra de construire des *smart cities*, où le trafic urbain, la gestion de la voirie, la consommation énergétique, l'adduction d'eau, seront régulées au plus près. Une start-up du Botswana a constaté que si un utilisateur classe son répertoire par noms et prénoms au lieu d'un patronyme unique, il est 16% moins susceptible de faire défaut, et propose des prêts en conséquence. C'est toute la pratique du crédit qui pourrait être révolutionnée.

En tant qu'usager des politiques publiques, les statistiques collectées par les entreprises privées peuvent servir à l'administration pour ajuster au mieux la fiscalité, et les incitations locales, afin de favoriser l'essor de secteurs ciblés dans telle ou telle région. En croisant les données démographiques, économiques, les préférences des habitants, et les résultats des industries dont le développement est vu comme prioritaire, les pouvoirs publics disposeront d'outils au service de l'économie. Ils seront capables de calibrer les dispositifs publics pour faciliter la croissance de ces secteurs.

Nos données n'ont pas qu'une valeur marchande, elles valent également comme moteur de développement par les progrès qu'elles permettent de réaliser en matière de gouvernance publique et d'aide aux secteurs économiques en développement. Mais pour qu'une utilisation de ces données soit faite au plus juste, il faut impérativement s'assurer d'un cadre réglementaire rigoureux, qui s'assure du consentement des usagers dont les données sont récoltées. La récente bulle spéculative observée au Kenya alerte à juste titre les régulateurs sur le phénomène d'expansion très rapide du crédit aux particuliers du fait des fintechs.

En outre, le traitement et l'interprétation des données nécessite des compétences qui pour l'instant font défaut en Afrique. Comme dans tout champ d'études en expansion rapide, les spécialistes sont rares. Les pays africains ne sont nullement désavantagés, car ils disposent d'un réservoir de compétences qui ne demandent qu'à être orientées vers ce nouveau secteur. Mais c'est un chantier important pour nos dirigeants. À charge donc pour les pouvoirs publics et le secteur privé de s'investir massivement dans ce secteur d'avenir, et de prendre part à cette révolution des données numériques.